**Max Schiavon, *Mussolini. Un dictateur en guerre*,
Paris, Perrin, 2016, 250 p.**

Stéfanie Prezioso

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/9704>

DOI : 10.4000/cdlm.9704

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 333-337

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Stéfanie Prezioso, « Max Schiavon, *Mussolini. Un dictateur en guerre*, Paris, Perrin, 2016, 250 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 95 | 2017, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 20 janvier 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/9704> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.9704>

Ce document a été généré automatiquement le 20 janvier 2021.

© Tous droits réservés

Max Schiavon, *Mussolini. Un dictateur en guerre*, Paris, Perrin, 2016, 250 p.

Stéfanie Prezioso

- 1 Max Schiavon déclare dans sa (très !) courte introduction vouloir se pencher sur le dictateur Mussolini en guerre ; un bien grand défi pour les quelque 250 pages de cet ouvrage. La question de départ est d'une simplicité désarmante, la voici résumée : Mussolini aurait-il pu mourir de sa « belle mort » dans son lit, s'il n'avait été « entraîné » à la guerre par l'Allemagne nazie (p. 7) ? Cette interrogation contrefactuelle est bien connue. Elle plonge ses racines dans une posture historiographique visant à dresser le portrait d'un fascisme à « visage humain ». Une posture qui s'inscrit dans ce que l'historienne Ruth Ben-Ghiat appelait « la longue histoire de la comparaison des régimes politiques : celle qui voit dans le fascisme italien un moindre mal par rapport au national-socialisme allemand »¹.
- 2 Mais concentrons-nous tout d'abord sur les premiers chapitres de cet ouvrage, destinés, selon l'auteur, à nous faire comprendre « le caractère » de Mussolini, « la nature exacte de son régime », et « l'idéologie qui l'animait » (p. 8). Les biographes jouent souvent sur la distance fragile entre le récit de vie et le roman, et tracent parfois un portrait intime de leur personnage qui, l'espace d'une narration, leur ouvrirait sa maison, ses rêves, ses projections, ses secrets. Mais ce faisant, ils donnent généralement au lecteur les éléments nécessaires lui permettant de cerner le « travail d'imagination » que suppose toute recherche historique². Ici, Max Schiavon semble au contraire brouiller les frontières entre fiction et réalité, ou du moins ne prend-il pas les précautions d'usage. Le manque de références, dont les plus importantes sont mentionnées en fin d'ouvrage, alimente en outre le flou.
- 3 Ainsi, il invoque le « for intérieur » de Mussolini (p. 22, p. 58, p. 83), ses sentiments profonds, ses « désirs ardents » (p. 25), ses souffrances (p. 28). De telles références étayaient sa description empathique du leader fasciste : un « homme simple » (p. 51), un « homme d'action » (p. 22) au « caractère volage » (p. 17), et pourtant « fidèle » à la parole donnée (p. 138), réaliste (p. 217), qui « prend conscience de ses fautes » (p. 236). Et Max Schiavon de reprendre, sans la commenter, la description que Georges-Roux,

membre du Parti populaire français de Doriot dans les années 1930, fait du personnage après-guerre : un « homme brutal » mais sans hypocrisie (p. 51). Son approche compassionnelle va même jusqu'à conclure l'ouvrage sur ces quelques mots de Mussolini : « Mais tout ce qui fut fait ne pourra plus être effacé, tandis que mon esprit désormais libéré de la matière, vivra, après l'humble vie terrestre, la vie immortelle et universelle de Dieu » (p. 256).

- 4 L'auteur reprend ainsi l'image du « brave homme » Mussolini. Il s'inscrit dans une tradition historiographique qui prend corps dès après la seconde guerre mondiale. Alors, en effet, l'image d'un fascisme édulcoré « à l'italienne » s'impose, offrant la possibilité aux classes dirigeantes de la Péninsule, et pas seulement à elles, de situer « leur » fascisme dans un ailleurs meilleur et de représenter la population et les soldats italiens comme d'innocentes victimes ; elle sera ensuite reprise et renforcée par le courant révisionniste, nourri par Renzo de Felice et ses émules³. Le fascisme est ainsi vu comme un régime peu violent, en particulier à l'égard de ses opposants. « C'était l'Italie », s'exclame Max Schiavon (p. 235). L'auteur fait ainsi commencer les « expéditions punitives » des escouades fascistes à la fin de l'année 1920 (p. 32), en représailles à la violence des « socialo-marxistes » (p. 28). Cela lui permet de ne fournir que deux chiffres : 243 morts et 1 144 blessés de part et d'autre entre janvier et mai 1921. L'auteur laisse entendre ainsi que toute violence en vaut finalement une autre, thématique qu'il reprend dans le traitement de la guerre civile espagnole, où il évoque la « haine » des communistes pour le fascisme (p. 85), la « contamination communiste » (p. 86), le « fanatisme des rouges » (p. 90). Un lexique qui prend ses racines au cœur même de la guerre froide.
- 5 Max Schiavon omet que les *squadristi* ensanglantent les rues italiennes au moins depuis la constitution du mouvement fasciste, en mars 1919, et que l'on compte bien quatre fois plus de morts jusqu'en juin 1921, des victimes qui, dans leur écrasante majorité, se comptent parmi les opposants au nouveau régime à venir, en particulier au sein du mouvement ouvrier⁴. Attribuant l'usage de la violence aux seuls ras fascistes locaux, Max Schiavon veut ignorer qu'elle est au cœur du système de pouvoir mis en place par Mussolini. Ainsi en est-il de ses considérations sur l'assassinat brutal de Giacomo Matteotti en 1924, dont, selon lui, « Mussolini ignorait tout » (p. 48), oubliant le travail précis et précieux de Mauro Canali sur cette affaire, moment de bascule vers ce que Adrian Lyttleton va appeler la « dictature à visage découvert »⁵.
- 6 Il en est de même des appréciations de l'auteur sur le *confino*, une fois le fascisme solidement installé au pouvoir. À ce propos, Max Schiavon écrit : « Durant le *Ventennio*, des centaines de personnes indésirables furent reléguées dans des chalets de montagne ou dans des îles de la Méditerranée. Par un curieux système, les familles devaient alors payer le logement qu'avait choisi le relégué, mais en même temps elles touchaient une pension de l'État » (p. 235). Et pourtant, les chiffres sont là : entre 1926 et 1943, plus de 15 000 opposants politiques ont été relégués dans les îles, des milliers donc et non des centaines comme le suggère notre auteur ; à eux s'ajouteront environ 50 000 personnes reléguées pour toutes sortes de « délits »⁶. Il ignore en outre les conditions réelles de détention des antifascistes qui alternent souvent entre prison et *confino*. Ceux-ci sont contraints à vivre dans des baraques sans hygiène et dans le plus grand dénuement, à la merci de maladies de toutes sortes ; leurs familles étant réduites elles aussi le plus souvent à la plus grande pauvreté. Le *confino* est l'une des armes de répression favorite

du régime fasciste, comme le soulignait le président de la République italienne Sandro Pertini, qui l'avait subi dans les années 1930⁷.

- 7 Sa lecture du fascisme amène Max Schiavon à soutenir que le régime aurait rencontré en outre le consensus des « Italiens », un peuple dont Mussolini aurait eu une « juste opinion » (p. 152). L'auteur soutient par exemple que, pour eux, le Duce est « l'homme dont le pays a besoin » (p. 59). La notion de consensus, dont l'extraordinaire diffusion, en particulier par rapport à notre objet, devrait pousser au moins à la circonspection, pose en effet problème, comme l'ont montré de nombreux travaux d'historiens italiens comme Nicola Tranfaglia, Enzo Collotti, Marco Palla, Paul Corner, etc. (auteurs que l'on chercherait en vain dans la « bibliographie sélective », placée en fin d'ouvrage). À cette approche, on préférera celle de Hannah Arendt, évoquant le totalitarisme comme un « mélange d'embrigadement et de terreur », qui rend bien mieux compte de la nouveauté de ce régime politique. À noter que Max Schiavon ne dénie pas le caractère « totalitaire » du régime fasciste italien. Il ne le définit cependant pas (p. 7, p. 49, p. 129). Même si on peut le voir poindre à la page 129, lorsqu'il note : « la rhétorique guerrière, la mobilisation permanente des masses, le nationalisme agressif prôné à longueur de discours, impliquent forcément pour lui de passer un jour à l'action ».
- 8 Pour l'auteur, jusqu'à la guerre d'Éthiopie, Mussolini peut revendiquer un « bon bilan gouvernemental » (il a « ramené l'ordre dans le pays », p. 41-42), sanctionné par des « succès électoraux » (p. 45), la « réduction du chômage » (p. 50), la bonification des terres, les « grands travaux urbains » (p. 56) qu'il qualifie de « *New Deal* » avant l'heure (p. 56). Max Schiavon va même jusqu'à affirmer que « Mussolini a œuvré pour la résolution des problèmes sociaux » (p. 118). Est-il inutile de préciser ici que, en 1924, les succès électoraux sont le fruit de la répression des partis antifascistes, de la présence menaçante des fascistes à l'entrée des bureaux de vote et de la réforme électorale confiée à Giacomo Acerbo, en 1923, qui donnait une prime de majorité à la liste ayant obtenu 25 % des votes valides (soit les 2/3 des 535 sièges au Parlement) ? Que, à partir des lois fascistissimes et l'interdiction des partis antifascistes, l'expression organisée de la dissension ne pourra plus avoir lieu ? Que la bonification des terres a été très limitée et qu'elle a servi de tremplin à la « bonification sociale »⁸ ? Que les grands travaux urbains ont participé à l'épuration des centres-villes des classes dangereuses, souhaitée par le régime, en particulier au cours de la période 1928-1934, où, à la faveur de la crise, la colère sociale monte ? Quant au monde du travail, comme l'a montré récemment Manfredi Alberti, le chômage y reste très élevé dans l'agriculture, ceci durant tout le *Ventennio* ; les licenciements industriels se multiplient dans un pays où la contestation est punie de prison et de relégation ; sans parler du chômage féminin, du départ forcé des opposants politiques et de la restriction de l'immigration⁹. Le chômage triple de 1926 à 1928, soit avant la crise mondiale. Enfin, la politique gouvernementale de réduction des salaires va obérer, durant tout le *Ventennio*, les conditions de vie des salariés¹⁰.
- 9 De fait, les éléments que Max Schiavon pose en début d'ouvrage servent son analyse du dictateur en guerre. Celle-ci recoupe, là aussi, la lecture révisionniste qui rejette la dimension internationale du fascisme. Max Schiavon dresse ainsi le portrait d'une Italie fasciste ne pouvant en aucun cas être comparée à l'Allemagne national-socialiste, parce que moins violente et brutale vis-à-vis de ses opposants et hors du cône d'ombre de la Shoah. En ce qui concerne les lois raciales, Max Schiavon envisage un fascisme italien à la remorque de l'Allemagne national-socialiste (p. 101). De nombreux juifs italiens

n'auraient pas été, selon lui, inquiétés par le régime. On chercherait en vain les références aux camps de Fossoli de Carpi et de la Risiera de San Sabba. Les travaux de Michele Sarfatti, de Simon Levis Sullam, ou d'Enzo Collotti sont purement et simplement ignorés¹¹. Ce dernier, en particulier, insistait sur l'importance des accords du Latran et de ses conséquences (abandon de la laïcité de l'État ; législation sur les cultes admis) qui avaient ouvert la voie, bien avant la promulgation des lois raciales de 1938, à la mise sous tutelle de toutes les communautés religieuses non catholiques. Le divorce avait alors déjà été consommé avec la communauté juive italienne. Le même historien soulignait en outre l'impact de la guerre d'Éthiopie, vecteur de la transition entre racisme colonial et antisémitisme métropolitain, envisagé comme instrument fortement identitaire de « régénération » des Italiens. En ce qui concerne l'Éthiopie, en outre, Max Schiavon ne dit presque rien de la politique coloniale menée par le régime fasciste, tout en mentionnant en note de bas de page que le fascisme abolit l'esclavage (p. 75).

- 10 De son point de vue, l'entrée de l'Italie dans la seconde guerre mondiale aux côtés de son allié, n'était donc pas inévitable, comme ne l'était pas non plus l'alliance de Mussolini avec Hitler (p. 116). Il se serait agi d'une erreur à imputer à son « complexe d'infériorité face à l'Allemagne » (p. 98), mais aussi à son gendre Ciano, son « mauvais génie » (p. 167), et à l'opportunisme du roi et des généraux (p. 133), sans parler des sanctions consécutives à la guerre d'Éthiopie qui l'auraient entraîné dans une alliance néfaste avec l'Allemagne national-socialiste. Le Duce aurait de surcroît selon lui cherché à « canaliser » Hitler (p. 97). Une volonté qui semblerait l'avoir conduit à accepter la création de la République sociale italienne... pour « freiner » la « férocité des nazis » (p. 139, 241-242, et 248) ; une explication souvent avancée dans l'après-guerre pour dégager l'Italie fasciste des responsabilités dans les atrocités commises durant le second conflit mondial sur et hors de son territoire (pensons aux 250 000 morts en 29 mois d'occupation italienne en Yougoslavie)¹².
- 11 La narration du dictateur en guerre se révèle ainsi trompeuse, parce que façonnée dans la lettre et dans l'esprit, par l'image du « bon Italien » (p. 105, p. 119), dont Filippo Foccardi a pourtant déconstruit récemment le mythe, et du « brave » Mussolini, trompé par des ennemis internes, un brin fanfaron, dont l'« erreur majeure fut de rechercher une position internationale bien trop élevée par rapport aux moyens dont disposait l'Italie » (p. 183)¹³. Généralisations abusives, erreurs manifestes, approximations et jugements de valeur... voilà qui ne permet guère d'analyser avec pertinence et nouveauté cette période de l'histoire italienne.

NOTES

1. Ruth Ben-Ghiat, « A lesser Evil ? Italian Fascism in/and the Totalitarian Equation », dans Helmut Dubiel et Gabriel Motzkin (dir.), *The Lesser Evil : Moral Approaches to Genocide Practices in a Comparative Perspective*, Londres, Frank Cass, 2004, p. 137.

2. Antoine Prost, « Comment l'histoire fait-elle l'historien ? », *Vingtième siècle*, n° 65, janvier-mars 2000, p. 9-12.

3. Stéfanie Prezioso, « Did Revisionism Win ? Italy between loss of historical consciousness and nostalgia for the past », dans Hugo García, Mercedes Yusta, Xavier Tabet et Cristina Climaco (dir.), *Rethinking Antifascism. History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, New York, Berghahn Book, 2016, p. 241-257.
 4. Fabio Fabbri, *Le origini della guerra civile. L'Italia dalla Grande Guerra al fascismo (1918-1921)*, Turin, UTET, 2009, p. 615-36.
 5. Mauro Canali, *Il delitto Matteotti*, Bologne, Il Mulino, 2004 ; Adrian Lyttleton, *The Seizure of Power. Fascism in Italy, 1919-1929*, Londres, Weinfleden & Nicholson, 1973.
 6. Voir notamment Michel R. Ebner, *Ordinary Violence in Mussolini's Italy*, Cambridge University Press, 2011, p. 2 ; voir aussi la série d'ouvrages publiée par les Archives nationales à Rome, intitulée *Il popolo al confino* (1989-1994).
 7. Sandro Pertini, « Prefazione », dans Salvatore Carbone et Laura Grimaldi, *Il popolo al confino. La persecuzione fascista in Sicilia*, Rome, Ministero per i beni culturali, 1989, p. X-XI.
 8. Colette Vallat, « Villes neuves de l'Italie fasciste : usage et limites d'un outil de propagande », *Histoire urbaine* n° 4, 2001, p. 161-182.
 9. Alberto Manfredi, *Senza lavoro. La disoccupazione in Italia dall'Unità ad oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2016.
 10. Gianpasquale Santomassimo, *La terza via fascista. Il mito del corporativismo*, Rome, Carocci, 2006.
 11. Notamment Michele Sarfatti, *Gli ebrei nell'Italia fascista. Vicende, identità, persecuzione*, Turin, Einaudi, 2000 ; Enzo Collotti, *Il Fascismo e gli ebrei. Le Leggi razziali in Italia*, Rome-Bari, Laterza, 2003. Voir aussi Marcello Flores, Simon Levis Sullam, Marie-Anne Matard-Bonucci, Enzo Traverso (dir.), *Storia della Shoa in Italia, Vicende, memorie, rappresentazioni*, Turin, UTET, 2010.
 12. Giovanni De Luna, *Il corpo del nemico ucciso. Violenza e morte nella guerra contemporanea*, Turin, Einaudi, 2006, p. 162.
 13. Filippo Focardi, *Il cattivo tedesco e il bravo italiano. La rimozione delle colpe della Seconda guerra mondiale*, Bari, Laterza, 2013.
-

AUTEUR

STÉFANIE PREZIOSO

Université de Lausanne